

« Pour les années 2016 à 2020, le subsidie est calculé sur la base des valeurs fixées pour l'année 2015. ».

Art. 16. A l'article 8 du même arrêté, modifié par les lois du 15 mai 2014 et du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« A l'exception des années 2009, 2015 et 2017, les dossiers de demande concernent le transport d'UTI commençant au plus tôt à la date de l'introduction du dossier. Pour les années mentionnées, ils concernent également le transport d'UTI commençant au plus tôt à partir du 1^{er} janvier de l'année concernée. ».

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 3, les tableaux pour l'obtention d'un subsidie pour les trimestres de 2015 et de 2017 qui ont expiré avant la publication de la loi du 5 mai 2017 concernant le soutien au trafic diffus pour la période de 2017-2020 et portant prolongement du soutien au transport combiné pour la période 2017-2020, peuvent encore être introduits au plus tard un mois après la publication de cette loi. ».

Art. 17. L'article 22 du même arrêté, modifié par la loi du 10 août 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

Art. 18. La présente loi produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2017 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
F. BELLOT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be):

Documents : 54-2346.

Compte rendu intégral : 20 avril 2017.

jaar 2015." vervangen als volgt: "Voor de jaren 2016 tot en met 2020 wordt de subsidie berekend op basis van de waarden vastgesteld voor het jaar 2015."

Art. 16. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 2014 en 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Met uitzondering van de jaren 2009, 2015 en 2017 hebben de aanvraagdossiers betrekking op het vervoer van ITE dat ten vroegste plaatsvindt op de datum van indiening van het aanvraagdossier. Voor de genoemde jaren hebben ze eveneens betrekking op het vervoer van ITE dat ten vroegste plaatsvindt vanaf 1 januari van het betreffende jaar."

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"In afwijking van het derde lid kunnen deze tabellen voor het verkrijgen van een subsidie voor de trimesters van 2015 en 2017 die verstrekt zijn vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 5 mei 2017 betreffende de steun voor verspreid vervoer voor de periode 2017-2020 en houdende verlenging van de steun voor gecombineerd vervoer voor de periode 2017-2020, nog worden ingediend uiterlijk één maand na de bekendmaking van deze wet".

Art. 17. Artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009 en treedt buiten werking op 31 december 2020."

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

Art. 18. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017 en treedt buiten werking op 31 december 2020.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
F. BELLOT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 54-2346.

Integraal verslag : 20 april 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

Transport aérien

[C – 2017/12337]

23 AVRIL 2017. — Arrêté royal déterminant à l'entreprise publique autonome belgocontrol, les conditions d'octroi d'une disponibilité avec traitement d'attente et d'un congé préalable à la pension avec traitement d'attente. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 15 mai 2017, acte n° 2017/30301 :

- Page 56642, il faut lire :

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté apporte une modification au régime existant de mise en disponibilité avec traitement d'attente pour les contrôleurs aériens employés par l'entreprise publique autonome Belgocontrol, et remplace l'arrêté royal du 14 septembre 1997. Le régime de mise en

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

Luchtvaart

[C – 2017/12337]

23 APRIL 2017. — Koninklijk besluit tot het bepalen, bij het autonoom overheidsbedrijf Belgocontrol, van de voorwaarden tot toekenning van een beschikbaarheid met wachtgeld en een verlof voorafgaand aan het pensioen met wachtgeld. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 2017, akte nr. 2017/31301 :

- Bl. 56642, moet gelezen worden :

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit waarvan wij de eer hebben het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, voorziet in een wijziging van het bestaande stelsel van beschikbaarheid met wachtgeld voor de luchtverkeersleiders tewerkgesteld door het autonoom overheidsbedrijf Belgocontrol en vervangt het koninklijk besluit van

disponibilité a été adapté afin de le mettre en concordance avec les réformes fédérales des pensions et l'évolution générale vers une société où l'on travaille plus longtemps.

Le nouveau régime de mise en disponibilité prend cours le 1^{er} janvier 2017. Jusqu'à cette date, c'est le régime obligatoire de mise en disponibilité à l'âge de 55 ans qui prévaut conformément à l'accord collectif intervenu le 4 juillet 2014 en commission paritaire de Belgocontrol, qui octroie aux agents un congé préalable à la pension moyennant la conclusion d'une convention individuelle avec Belgocontrol.

Ce régime implique que l'agent qui atteint l'âge de 55 ans dans le courant de 2016 (ou des années qui précèdent) et dont le droit à la mise en disponibilité s'ouvre (le premier du mois qui suit celui au cours duquel l'âge de 55 ans a été atteint) avant le 1^{er} janvier 2017, est obligatoirement mis en disponibilité. Si au moment où il atteint l'âge de 60 ans, soit au terme de cinq années de mise en disponibilité, l'agent ne possède pas suffisamment d'années de service pour bénéficier de la pension anticipée, cette période manquante sera comblée au moyen de l'octroi d'un congé préalable à la pension.

Le nouveau régime de mise en disponibilité est applicable sur une base volontaire ; il doit être sollicité par l'agent et précède la prise de la pension anticipée ou de la pension de la retraite. La demande à cet effet peut être formulée si deux conditions cumulatives sont réunies, à savoir un âge minimal de 58 ans (à partir de 2030) et les conditions pour la pension de retraite, pour que la période de mise en disponibilité ne puisse s'étendre au-delà de cinq années (appelons cette dernière condition la règle 'P - 5').

Exemple (1) : l'agent qui atteint l'âge de 58 ans dans le courant de 2031, mais possède une année (12 mois) de service trop peu pour remplir la condition 'P - 5', pourra seulement opter pour la mise en disponibilité après un délai de 12 mois, soit lorsqu'il atteindra l'âge de 59 ans.

Exemple (2) : l'agent qui atteint l'âge de 57 ans en 2031 et possède suffisamment d'années de service pour remplir la condition 'P - 5', pourra seulement opter pour la mise en disponibilité lorsqu'il atteindra l'âge de 58 ans, soit dans le courant de 2032.

Une mesure transitoire a par ailleurs été prévue jusqu'en 2029, pour permettre de compléter la période de mise en disponibilité par un congé préalable à la pension, ce pendant un nombre maximal de mois. Cette mesure transitoire doit permettre aux unités ATC opérationnelles d'absorber l'impact de cette augmentation de l'âge sur le plan opérationnel et aux partenaires sociaux de prévoir les mesures requises.

Exemple (1) : l'agent qui atteint l'âge de 57 ans en 2026, mais possède 8 mois de service trop peu pour remplir la condition 'P - 5', pourra opter pour la mise en disponibilité et se verra encore accorder 8 mois de congé préalable à la pension au terme des cinq années de mise en disponibilité.

Exemple (2) : l'agent qui atteint l'âge de 56 ans en 2022, mais possède 24 mois de service trop peu pour remplir la condition 'P - 5', pourra opter pour la mise en disponibilité et se verra encore accorder 24 mois de congé préalable à la pension au terme des cinq années de mise en disponibilité.

Exemple (3) : l'agent qui atteint l'âge de 55 ans en 2019, mais possède 44 mois de service trop peu pour remplir la condition 'P - 5', pourra seulement opter pour la mise en disponibilité après un délai de 8 mois (44 - 36) et se verra encore accorder 36 mois de congé préalable à la pension au terme des cinq années de mise en disponibilité.

Exemple (4) : l'agent qui atteint l'âge de 57 ans en 2027, mais possède 25 mois de service trop peu pour remplir la condition 'P - 5', pourra seulement opter pour la mise en disponibilité après un délai de 13 mois (25 - 12) et se verra encore accorder 12 mois de congé préalable à la pension au terme des cinq années de mise en disponibilité.

14 septembre 1997. Het stelsel van beschikbaarheid werd aangepast teneinde het in overeenstemming te brengen met de Federale Pensioenhervormingen en de algehele maatschappelijke evolutie tot langer werken.

Het nieuwe stelsel van beschikbaarheid gaat in op 1 januari 2017. Tot die datum geldt het verplichte stelsel van beschikbaarheid op de leeftijd van 55 jaar overeenkomstig het collectief akkoord zoals totstandgekomen in het paritair comité van Belgocontrol op 4 juli 2014, waarbij aan de ambtenaren een verlof voorafgaand aan het pensioen wordt toegekend mits het aangaan van een individuele overeenkomst met Belgocontrol.

Onder dit stelsel geldt derhalve dat de ambtenaar die in de loop van 2016 (of de jaren ervoor) de leeftijd van 55 jaar bereikt en wiens recht op de beschikbaarheid ontstaat (de eerste van de maand af die volgt op deze waarin de leeftijd van 55 jaar werd bereikt) vóór 1 januari 2017, verplicht op beschikbaarheid wordt gesteld. Indien de ambtenaar bij het bereiken van de leeftijd van 60 jaar en dus na verloop van vijf jaren beschikbaarheid, over onvoldoende dienstjaren zou beschikken om het vervroegd pensioen op te nemen, wordt deze ontbrekende periode overbrugd middels de toekenning van een verlof voorafgaand aan het pensioen.

Het nieuwe stelsel van beschikbaarheid geldt op vrijwillige basis en dient door de ambtenaar te worden aangevraagd en gaat de opname van het vervroegd pensioen of het rustpensioen vooraf. De aanvraag daartoe kan slechts geschieden indien aan twee cumulatieve voorwaarden is voldaan, te weten een minimale leeftijd 58 jaar (vanaf 2030) en de voorwaarden voor het vervroegd pensioen zodat de periode van beschikbaarheid zich niet verder kan uitstrekken dan vijf jaren (deze laatste voorwaarde omschrijven we als de regel: 'P - 5').

Voorbeeld (1) : de ambtenaar die in de loop van 2031 de leeftijd bereikt van 58 jaar, doch één dienstjaar (12 maanden) tekort komt om aan de voorwaarde 'P - 5' te voldoen, kan slechts na verloop van 12 maanden opteren voor beschikbaarheid, dit is bij het bereiken van de leeftijd van 59 jaar.

Voorbeeld (2) : de ambtenaar die in 2031 de leeftijd bereikt van 57 jaar, doch over voldoende dienstjaren beschikt om aan de voorwaarde 'P - 5' te voldoen, kan slechts bij het bereiken van de leeftijd van 58 jaar opteren voor beschikbaarheid, dit is in de loop van 2032.

Tevens werd tot 2029 in een overgangsmaatregel voorzien waarbij de periode van beschikbaarheid kan worden aangevuld met een verlof voorgaand aan het pensioen en zulks gedurende een maximaal aantal maanden. Deze overgangsmaatregel moet operationele ATC_units toelaten de impact van deze leeftijdsverhoging op operationeel vlak te absorberen en het de sociale partners mogelijk te maken de nodige maatregelen te voorzien.

Voorbeeld (1) : de ambtenaar die in 2026 de leeftijd bereikt van 57 jaar, doch 8 maanden tekort komt om aan de voorwaarde P-5 te voldoen, mag opteren voor beschikbaarheid en zal na verloop van de vijf jaar beschikbaarheid nog 8 maanden verlof voorafgaand aan het pensioen toegekend krijgen.

Voorbeeld (2) : de ambtenaar die in 2022 de leeftijd bereikt van 56 jaar, doch 24 maanden tekort komt om aan de voorwaarde 'P - 5' te voldoen, mag opteren voor beschikbaarheid en zal na verloop van de vijf jaar beschikbaarheid nog 24 maanden verlof voorafgaand aan het pensioen toegekend krijgen.

Voorbeeld (3) : de ambtenaar die in 2019 de leeftijd bereikt van 55 jaar, doch 44 maanden tekort komt om aan de voorwaarde 'P - 5' te voldoen, kan slechts na verloop van 8 maanden (44 - 36) opteren voor beschikbaarheid en zal na verloop van de vijf jaar beschikbaarheid nog 36 maanden verlof voorafgaand aan het pensioen toegekend krijgen.

Voorbeeld (4) : de ambtenaar die in 2027 de leeftijd bereikt van 57 jaar, doch 25 maanden tekort komt om aan de voorwaarde 'P - 5' te voldoen, kan slechts na verloop van 13 maanden (25 - 12) opteren voor beschikbaarheid en zal na verloop van de vijf jaar beschikbaarheid nog 12 maanden verlof voorafgaand aan het pensioen toegekend krijgen.

Afin de stimuler les contrôleurs aériens à travailler plus longtemps, il s'agit d'un régime volontaire et les contrôleurs aériens restent à la disposition de Belgocontrol pendant la période de mise en disponibilité et de congé préalable à la pension, et sont donc susceptibles d'être rappelés en service.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Mobilité,
F. BELLOT

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le 13 mars 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant à l'entreprise [publique] autonome Belgocontrol, les conditions d'octroi d'une disponibilité avec traitement d'attente et d'un congé préalable à la pension avec traitement d'attente'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 mars 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 mars 2017.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par le fait que l'accord social du 12 avril 2016 voit ses premiers effets intervenir à partir du 1^{er} janvier 2017, qu'en vertu de l'article 176, § 7 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, seule l'entrée en vigueur du présent arrêté permettra de mettre en œuvre les dispositions de l'accord social, que chaque mois qui passe voit des contrôleurs aériens coïncés entre l'ancien régime qui ne s'applique plus et le nouveau régime qui ne s'applique pas encore et qu'il est donc essentiel de limiter la période durant laquelle les agents concernés sont dans cette situation inconfortable, qu'enfin la base légale du présent arrêté a fait l'objet d'un examen urgent devant le Parlement, conformément à l'article 51 du Règlement de la Chambre ».

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet d'arrêté se réfère à un avis de l'Inspecteur des Finances donné le 13 mai 2016. Il ressort du dossier transmis à la section de législation du Conseil d'État qu'à cette date, l'Inspecteur des Finances a été consulté, dans l'urgence, sur « le dossier à transmettre au Conseil des Ministres de ce 13 mai 2016 relativement à l'accord social conclu au sein de la Commission paritaire de Belgocontrol le 12 avril 2016 ». Cet avis énonce :

« [...]

Dans le très court délai accordé, et au terme d'une analyse par la force des choses fort succincte, l'Inspection des Finances n'a en l'occurrence pas de remarque particulière à formuler à l'encontre du dossier présenté.

Teneinde de luchtverkeersleiders te stimuleren tot langer werken betreft het een vrijwillig stelsel en geldt tevens dat de luchtverkeersleiders tijdens de periode van beschikbaarheid en het verlof voorafgaand aan het pensioen ter beschikking blijven van Belgocontrol en derhalve opnieuw in dienst kunnen worden geroepen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Mobiliteit,
F. BELLOT

ADVIS VAN DE RAAD VAN STATE

Op 13 maart 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot het bepalen, bij het autonoom overheidsbedrijf Belgocontrol, van de voorwaarden tot toekenning van een beschikbaarheid met wachtgeld en een verlof voorafgaand aan het pensioen met wachtgeld'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 maart 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 maart 2017.

*

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

“L'urgence est motivée par le fait que l'accord social du 12 avril 2016 voit ses premiers effets intervenir à partir du 1^{er} janvier 2017, qu'en vertu de l'article 176, § 7 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, seule l'entrée en vigueur du présent arrêté permettra de mettre en œuvre les dispositions de l'accord social, que chaque mois qui passe voit des contrôleurs aériens coïncés entre l'ancien régime qui ne s'applique plus et le nouveau régime qui ne s'applique pas encore et qu'il est donc essentiel de limiter la période durant laquelle les agents concernés sont dans cette situation inconfortable, qu'enfin la base légale du présent arrêté a fait l'objet d'un examen urgent devant le Parlement, conformément à l'article 51 du Règlement de la Chambre”.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het ontwerpbesluit verwijst naar een advies van de inspecteur van Financiën van 13 mei 2016. Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State overgezonden is, blijkt dat de inspecteur van Financiën op die datum verzocht is om dringend advies uit te brengen over “le dossier à transmettre au Conseil des Ministres de ce 13 mai 2016 relativement à l'accord social conclu au sein de la Commission paritaire de Belgocontrol le 12 avril 2016”. Dat advies vermeldt het volgende:

“(…)

Dans le très court délai accordé, et au terme d'une analyse par la force des choses fort succincte, l'Inspection des Finances n'a en l'occurrence pas de remarque particulière à formuler à l'encontre du dossier présenté.

Elle prend note du fait que l'arrêté royal du 14 septembre 1997 sera modifié et qu'elle sera à nouveau consultée à ce moment... avec l'espoir de pouvoir disposer de davantage de temps afin qu'elle puisse remplir son rôle de manière utile et professionnelle ».

L'Inspecteur des Finances n'a donc pas été consulté sur le projet d'arrêté royal mais uniquement sur une note relative au contenu de l'accord social du 12 avril 2016.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', « les projets d'arrêté royal » eux-mêmes requièrent l'avis de l'Inspecteur des Finances.

2. De même, il ressort de l'accord du Ministre du Budget du 13 mai 2016 que celui-ci s'est prononcé sur la « note relative au régime de disponibilité et de congé préalable à la pension » et non pas sur le projet d'arrêté royal en tant que tel.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', ce sont également « les projets d'arrêté royal » eux-mêmes qui requièrent l'accord du Ministre du Budget.

3. L'auteur du projet veillera dès lors à l'accomplissement de ces formalités.

EXAMEN DU PROJET PRÉAMBULE

1. L'article 46 de la loi du 15 mai 1984 'portant mesures d'harmonisation dans les régimes des pensions' mentionné à l'alinéa 2, ne constitue pas un fondement juridique au projet d'arrêté royal. Cette disposition fait partie du contexte juridique dans lequel le projet s'inscrit. Elle ne doit donc pas faire l'objet d'un visa mais peut, si l'auteur du projet l'estime nécessaire, être citée à titre de considérant(1).

2. L'arrêté royal du 14 septembre 1997 'déterminant à la Régie des voies aériennes, les conditions d'octroi d'une mise en disponibilité pour incapacité fonctionnelle résultant de l'exercice du contrôle aérien direct et effectif' n'est ni modifié ni abrogé par l'arrêté en projet ; sa mention au préambule sera par conséquent omise.

DISPOSITIF

Article 2

1. Au paragraphe 2, 2°, dans un souci de sécurité juridique, il convient de faire le lien plus explicitement avec l'article 4 du projet et, dès lors, de préciser que la durée du congé préalable à la mise à la pension avec traitement d'attente s'ajoute, le cas échéant, aux cinq années de service préalables à la pension.

2. Belgocontrol est la dénomination de l'entreprise publique autonome. Il convient donc de déterminer, à l'article 2, § 3, en projet quelle est l'autorité qui, au sein de Belgocontrol, « accepte un délai plus court [que 9 mois] à la demande de l'intéressé ». Sera-ce le directeur des ressources humaines de Belgocontrol ?

Article 8

Le paragraphe 1^{er} prévoit que l'agent qui est mis en disponibilité avec traitement d'attente ou en congé préalable à la pension avec traitement d'attente est susceptible d'être rappelé en service afin de mettre temporairement son expertise au service de Belgocontrol.

L'article 18, § 1^{er}, de l'accord social précise à cet égard que :

« Chaque contrôleur aérien peut indiquer quand il souhaite être disponible pour le rappel en service, en vertu du système de stand-by (cf. la manière dont on demande les nuits). S'il s'avère impossible de prévoir des services en stand-by efficaces sur base des desiderata, les services en stand-by seront assignés par tour de rôle pour garantir une répartition équilibrée ».

Dans un souci de sécurité juridique, ces règles gagneraient à être précisées dans l'arrêté en projet.

Elle prend note du fait que l'arrêté royal du 14 septembre 1997 sera modifié et qu'elle sera à nouveau consultée à ce moment... avec l'espoir de pouvoir disposer de davantage de temps afin qu'elle puisse remplir son rôle de manière utile et professionnelle”.

De inspecteur van Financiën is dus niet verzocht om advies uit te brengen over het ontwerp van koninklijk besluit, maar alleen over een nota betreffende de inhoud van het sociaal akkoord van 12 april 2016.

Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole' moeten "de ontwerpen van koninklijk (...) besluit" zelf om advies aan de inspecteur van Financiën voorgelegd worden.

2. Zo ook blijkt uit de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 13 mei 2016 dat de minister zich heeft uitgesproken over de "note relative au régime de disponibilité et de congé préalable à la pension" maar niet over het ontwerp van koninklijk besluit als zodanig.

Overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole' zijn het eveneens "de ontwerpen van koninklijk besluit" zelf die aan de akkoordbevinding van de minister van Begroting voorgelegd moeten worden.

3. De steller van het ontwerp moet er dus op toezien dat die vormvereisten vervuld worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP AANHEF

1. Artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 'houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen', waarnaar in het tweede lid verwezen wordt, verleent het ontwerp van koninklijk besluit geen rechtsgrond. Dat artikel maakt deel uit van het juridisch kader waarin het ontwerp tot stand komt. Het behoort dan ook niet in de vorm van een aanhefverwijzing vermeld te worden, maar kan, indien de steller van het ontwerp dat nuttig acht, in de vorm van een overweging worden aangehaald(1).

2. Het koninklijk besluit van 14 september 1997 'tot het bepalen, bij de Regie der Luchtwezen, van de voorwaarden tot toekenning van een beschikbaarheid wegens functionele ongeschiktheid als gevolg van directe en effectieve verkeersleiding' wordt door het ontworpen besluit noch gewijzigd noch opgeheven. Het behoort dan ook niet in de aanhef te worden vermeld.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Ter wille van de rechtszekerheid dient in paragraaf 2, 2°, het verband met artikel 4 van het ontwerp explicieter aangegeven te worden en moet dan ook gepreciseerd worden dat de duur van het verlof voorafgaand aan het pensioen met wachtgeld in voorkomend geval bij de vijf dienstjaren voorafgaand aan het pensioen komt.

2. Belgocontrol is de benaming van het autonoom overheidsbedrijf. In het ontworpen artikel 2, § 3, dient dan ook bepaald te worden welke instantie binnen Belgocontrol "op verzoek van de betrokkene een kortere termijn [dan 9 maanden] aanvaardt". Is de directeur Human Resources van Belgocontrol die instantie ?

Artikel 8

Paragraaf 1 bepaalt dat de ambtenaar die in beschikbaarheid met wachtgeld gesteld is of die een verlof voorafgaand aan het pensioen met wachtgeld geniet, opnieuw in dienst kan worden geroepen teneinde zijn deskundigheid tijdelijk ter beschikking te stellen van Belgocontrol.

Artikel 18, § 1, van het sociaal akkoord bepaalt in dat verband het volgende:

"Elke verkeersleider kan aanduiden wanneer hij wenst beschikbaar te zijn voor oproeping onder het systeem stand-by (cfr. de wijze waarop nachten worden aangevraagd). Indien het op basis van de desiderata niet mogelijk blijkt om in afdoende stand-by diensten te voorzien, zal de toewijzing van stand-by diensten [gebeuren] per beurtrol om in een evenwichtige spreiding te voorzien."

Ter wille van de rechtszekerheid zouden die regels in het ontworpen besluit moeten worden gepreciseerd.

Article 9

Le Roi n'est pas compétent pour adopter l'article 9 du projet qui règle la répartition de la prise en charge du coût salarial de l'agent ayant recours à la mobilité externe en application de l'article 29bis de la loi du 21 mars 1991 'portant réforme de certaines entreprises publiques économiques'. Une telle disposition est, en effet, contraire à l'article 29bis, alinéa 7, de cette même loi en vertu duquel :

« En outre, chaque entreprise publique autonome conclut un protocole d'accord avec le service public, visé au 4e alinéa, concernant :

1° les règles concernant les modalités de répartition du coût salarial selon le niveau ».

Article 10

L'article 176, § 7, de la loi du 21 mars 1991 dispose :

« Par dérogation aux articles 33 et 34, à partir du premier janvier 2017, toute nouvelle forme de mise en disponibilité avec traitement d'attente ou de congé préalable à la pension avec traitement d'attente accordés par Belgocontrol à ses membres du personnel, nommés dans les grades liés à la carrière de contrôleur de la circulation aérienne, est fixée par arrêté royal ».

Ce faisant, le Roi n'a pas été habilité à régler, comme telle, une situation qui concerne une période antérieure au 1^{er} janvier 2017. Or faire « revivre » un arrêté royal, en l'occurrence l'arrêté royal du 14 septembre 1997 relève d'une telle démarche, l'article 10 ayant clairement pour objet de valider, pour le passé également, un régime de mise en disponibilité qui ne trouve plus de base légale dans aucun texte suite à la suppression de Belgocontrol de la liste des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954(2). Cet arrêté royal n'est donc plus applicable, même si dans les faits il a continué à l'être, depuis qu'il a perdu son fondement juridique, à savoir depuis le 2 octobre 1998.

Dans un souci de sécurité juridique, il convient que le législateur intervienne pour valider les décisions prises par les organes de Belgocontrol en faveur des agents statutaires auxquels l'arrêté royal du 14 septembre 1997 a continué d'être appliqué de facto jusqu'au 31 décembre 2016.

Notes

(1) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst—consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n 40.

(2) Voir l'arrêté royal du 25 août 1998 'portant classement de la Régie des Voies aériennes en entreprise publique autonome'.

Artikel 9

De Koning is niet bevoegd tot het vaststellen van artikel 9 van het ontwerp, waarin geregeld wordt op welke wijze de loonkosten verdeeld worden van de ambtenaar die gebruikmaakt van de externe mobiliteit met toepassing van artikel 29bis van de wet van 21 maart 1991 'betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven'. Een dergelijke bepaling is immers in strijd met artikel 29bis, zevende lid, van diezelfde wet, waarin het volgende wordt bepaald :

“Bovendien sluit elk autonoom overheidsbedrijf, met de openbare overheid, bedoeld in het vierde lid, een protocolakkoord betreffende :

1° de regels betreffende de wijze van verdeling van de loonkosten naargelang van het niveau”.

Artikel 10

Artikel 176, § 7, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 luidt als volgt :

“In afwijking van de artikelen 33 en 34 wordt vanaf 1 januari 2017 elke nieuwe vorm van beschikbaarheid met wachtgeld of van verlof met wachtgeld voorafgaand aan het pensioen toegestaan door Belgocontrol aan zijn personeelsleden benoemd in de graden die op de loopbaan van luchtverkeersleider betrekking hebben, bij koninklijk besluit vastgesteld.”

Bij die bepaling wordt de Koning niet gemachtigd om te voorzien in een dergelijke regeling van een situatie die betrekking heeft op een periode vóór 1 januari 2017. Dat is echter wel wat gebeurt wanneer een koninklijk besluit, in dit geval het koninklijk besluit van 14 september 1997, opnieuw volle uitwerking krijgt, aangezien artikel 10 er duidelijk toe strekt een regeling inzake beschikbaarheid, ook wat het verleden betreft, te valideren, ook al vindt die regeling in geen enkele tekst nog rechtsgrond, doordat Belgocontrol geschrapt is uit de lijst instellingen van openbaar nut waarop de wet van 16 maart 1954 betrekking heeft(2). Dat koninklijk besluit geldt dus niet meer sinds het geen rechtsgrond meer heeft, dat wil zeggen sinds 2 oktober 1998, ook al is men het de facto blijven toepassen.

Ter wille van de rechtszekerheid zou de wetgever moeten zorgen voor de validatie van de beslissingen van de organen van Belgocontrol ten gunste van de vastbenoemde ambtenaren voor wie men het koninklijk besluit van 14 september 1997 de facto is blijven toepassen tot 31 december 2016.

Nota's

(1) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst—consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 40.

(2) Zie het koninklijk besluit van 25 augustus 1998 'tot indeling van de Regie der Luchtwegen als autonoom overheidsbedrijf'.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[C - 2017/10763]

2 MAI 2017. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 mars 2016, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, relative à la classification professionnelle et aux conditions de travail (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[C - 2017/10763]

2 MEI 2017. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2016, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, betreffende de beroepsclassificatie en de arbeidsvoorwaarden (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik;